Le boni s'invite au scrutin sur les coupes budgétaires

Comptes de la Ville 2015La Ville de Genève dégage un excédent de 39,5 millions. La preuve, pour la gauche, que les coupes votées par la droite sont inutiles.



La cheffe des Finances Sandrine Salerno n'a pas caché son enthousiasme lors de la présentation des comptes. Image: LAURENT GUIRAUD

13.04.2016

Le boni de la Ville de Genève sur ses comptes 2015 était estimé à moins de 14 000 francs. Il atteint finalement 39,5 millions. L'excédent résulte avant tout de revenus non budgétés, notamment de correctifs d'impôts d'années précédentes (+37,4 millions sur les personnes physiques). Ce montant permet à la Ville d'autofinancer ses investissements à hauteur de 95%, au lieu des 65% prévus. Un autofinancement presque total qui permet de maintenir la dette à 1,51 milliard. «C'est aussi la preuve que les charges sont maîtrisées», relève <u>Sandrine Salerno</u>, conseillère administrative socialiste en charge des Finances.

«Excédent trompe-l'œil»

Pour la gauche, la nouvelle est d'autant plus réjouissante qu'elle se prépare aux votations du 5 juin. Le peuple devra alors se prononcer sur les coupes que la droite élargie a effectuées, de manière linéaire, dans le budget 2016. En décembre, sept millions de francs avaient été économisés dans les prestations aux habitants et aux associations culturelles et sociales. «Avec 39,5 millions de boni, il

est difficile d'expliquer à la population qu'on va baisser ses prestations», souligne la magistrate.

Pourtant, la droite ne voit pas les choses ainsi. «C'est un excédent trompe-l'œil, estime le chef de groupe PDC Lionel Ricou, membre de la Commission des finances. Ce boni est constitué de revenus extraordinaires, ce qui signifie avant tout que la Ville a eu beaucoup de chance. Il y a de l'incohérence dans le discours de la magistrate: elle admet que la réforme sur l'imposition des entreprises (RIE III) pourrait coûter entre 50 et 60 millions à la Ville mais le Conseil administratif ne fait rien pour procéder à des choix permettant d'anticiper les baisses à venir.» Le MCG Daniel Sormanni regrette lui aussi le manque d'anticipation. «Le budget ne cesse d'augmenter. Ce n'est pas avec des recettes extraordinaires que nous réglerons les problèmes de fond.»

Pour Sandrine Salerno, «c'est de la musique d'avenir. Nous avons décidé de ne pas anticiper au niveau du budget une réforme qui n'a pas été encore votée et pour laquelle un référendum est annoncé. La droite voudrait qu'on baisse d'ores et déjà les prestations, pour que les gens ne soient pas surpris le jour où leur maintien ne serait plus soutenable. C'est un chemin que nous n'avons pas voulu prendre. Mais nous serons prêts le cas échéant à piloter la Ville différemment.»

La cheffe des Finances souligne la légitimité du Municipal à vouloir réduire la voilure pour des raisons politiques. «Mais qu'il ne se réfugie pas derrière une prétendue mauvaise santé financière!»

Une bataille, pas la guerre

Le PLR Simon Brandt admet que le résultat fournira de l'eau au moulin de la gauche en vue des votations. «Mais c'est une bataille, pas la guerre. Nous avons demandé au Conseil administratif de venir nous voir pour négocier en amont une majorité pour le prochain budget. La réponse est non, ce qui présage de moments difficiles. Mais notre position reste la même: on ne peut pas continuer à dépenser de l'argent que nous n'avons pas. Grâce à des revenus exceptionnels, la dette ne s'est pas creusée cette année, mais ce sera sans doute le cas l'an prochain.»

La socialiste Christina Kitsos estime que «la droite ne fait que crier à la catastrophe, ce qui affole la population et amène à des décisions précipitées, comme ces coupes linéaires, totalement irresponsables». Vera Figurek, d'Ensemble à Gauche, ajoute: «Un autofinancement à hauteur de 95% est un taux que peu de collectivités publiques connaissent. Ces comptes sont une excellente nouvelle, qui va nous pousser à mobiliser la population en vue de la votation.»